

Chargée du Brexit, Theresa May reste une énigme

PAR AMANDINE ALEXANDRE
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 30 AVRIL 2017



Theresa May en campagne à Bridgend, au pays de Galles, le 25 avril 2017. © Reuters/Rebecca Naden.

Un sommet européen sur le Brexit se tient samedi à Bruxelles. La Britannique Theresa May a provoqué des élections anticipées, dans l'espoir de renforcer sa position dans les négociations avec l'UE. Mais la conservatrice reste évasive sur l'action qu'elle entend mener. Après vingt ans de carrière politique, l'atypique cheffe du gouvernement demeure une interrogation.

Londres (Royaume-Uni), correspondance.- En temps normal, les responsables conservateurs en campagne ne se précipitent pas au pays de Galles. Les Tories n'y ont pas remporté la majorité aux élections législatives depuis 1850. Mardi, au cinquième jour de la campagne, Theresa May a pourtant fait une incursion à Bridgend, un port de 50 000 habitants à l'ouest de Cardiff.

La numéro un du gouvernement, qui remet son mandat en jeu, n'a pas pris le risque de se frotter aux électeurs lambda. Elle s'est limitée à une déclaration de dix minutes, entourée d'une garde rapprochée formée de soutiens du parti conservateur. La cheffe de l'exécutif, **que le satiriste du *Guardian* a comparée à cette occasion au dictateur nord-coréen Kim Jong-Un**, s'est montrée modérément audacieuse. Mais la présence de la leader du parti conservateur sur ces terres travaillistes n'en est pas moins remarquable.

C'est sur la base d'un sondage publié lundi que Theresa May a effectué cette frappe électorale dans le fief du premier ministre gallois, le travailliste Carwyn Jones. L'étude d'opinion réalisée par YouGov auprès des Gallois après l'annonce la semaine dernière des

élections anticipées du 8 juin donne les conservateurs en tête, avec 40 % d'intentions de vote. D'après ce sondage, le parti travailliste ne recueillerait que 30 % des suffrages. Si le résultat du scrutin confirmait ce sondage, ce serait la première fois que le Labour échouerait à remporter une majorité de sièges législatifs au pays de Galles depuis 1922.



Theresa May en campagne à Bridgend, au pays de Galles, le 25 avril 2017. © Reuters/Rebecca Naden.

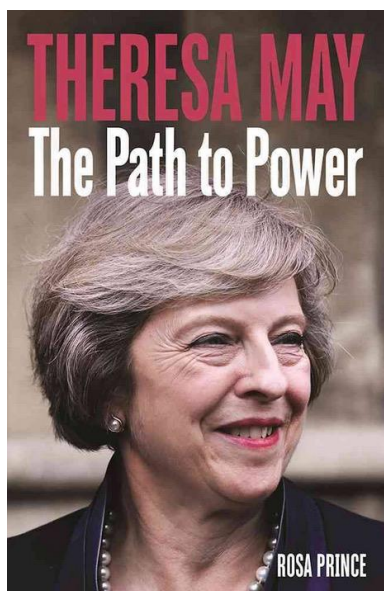
Le pays de Galles, qui a voté pour le Brexit à 52,5 %, serait-il atteint de *Maymania* ? Richard Wyn Jones reconnaît que la popularité supposée de la première ministre est « remarquable ». Ce professeur de politique galloise nuance cependant la vigueur du soutien dont Theresa May est censée bénéficier au pays de Galles, comme à l'échelle du Royaume-Uni d'ailleurs. « Cela en dit surtout long sur le rejet de Jeremy Corbyn parmi les électeurs. Pendant de nombreuses années, Theresa May est restée inconnue du grand public. Depuis son arrivée à Downing Street, elle bénéficie d'un effet lune de miel auprès des électeurs car elle n'a pas encore pris de décisions fondamentales », selon le politologue.

Depuis qu'elle a succédé à David Cameron à la tête du gouvernement le 13 juillet 2016, Theresa May s'est consacrée exclusivement au Brexit. Alors qu'elle avait fait campagne au printemps dernier – du bout des lèvres seulement – pour le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, l'ex-ministre de l'intérieur n'a pas tenté de contrer le désir de rupture d'avec les Vingt-Sept exprimé par 52 % des électeurs le 23 juin dernier. Au contraire, animée par le sens du devoir, May s'est convertie avec zèle à un Brexit dur. « D'aussi loin que je me souviens, le sens du service a toujours fait partie de mon identité », expliquait May,

lors du lancement de sa campagne pour la direction du parti conservateur le 30 juin 2016, en référence à son père pasteur et à son grand-père sergent-major.

Au sein de l'élite du parti conservateur, les origines familiales modestes de Theresa May font d'elle une *outsider*. Comme David Cameron, l'actuelle première ministre est diplômée de l'université d'Oxford. La comparaison s'arrête là. Avec cet ancien élève d'Eton et descendant de l'aristocratie britannique de dix ans son cadet, Mme May a peu de chose en commun. Elle n'a d'ailleurs jamais cherché à prétendre le contraire. Ministre de Cameron pendant six ans, elle s'est toujours maintenue à l'écart du cercle des quadragénaires intimes du premier ministre et de son épouse, Samantha.

Même à la Chambre des communes, où elle siège depuis 1997, Theresa May n'a jamais entretenu de relations de copinage avec ses pairs – une pure perte de temps aux yeux de ce bourreau de travail, qui préfère la fréquentation des salles de sport aux commérages alcoolisés auxquels s'adonnent volontiers certains membres du Parlement.



En cela, la première ministre est un spécimen rare : elle est arrivée au sommet du pouvoir sans avoir cultivé de réseaux au sein de son parti et en limitant les interactions avec la presse. « *Elle n'a pas beaucoup d'amis en politique. En d'autres circonstances, cela pourrait être problématique. Mais, parce qu'elle*

devrait obtenir une large majorité le 8 juin prochain, ça ne devrait pas lui causer de soucis », analyse Rosa Prince, auteure d'une biographie de la première ministre parue au début de l'année (*ci-contre*).

Sa confiance, Theresa May ne l'accorde qu'à de très rares personnes. Son cercle le plus proche se compose de trois personnes : son mari Philip, rencontré à l'université, et ses deux conseillers les plus éminents, l'ex-journaliste Fiona Hill et Nick Timothy, un trentenaire farouchement anti-establishment et pro-Brexit régulièrement comparé à Raspoutine.

Hill et Timothy ont travaillé avec la première ministre au ministère de l'intérieur, comme la vaste majorité de son entourage à Downing Street. Son conseiller pour l'Europe, Peter Storr, dirigeait le service chargé de la politique d'immigration du *Home Office*. Le secrétaire permanent du ministère du Brexit, Olly Robbins, était quant à lui responsable de l'immigration et de la libre circulation. Depuis février et la démission de son prédécesseur, le conseiller pour la sécurité intérieure de Downing Street n'est autre que l'ex-secrétaire permanent de Theresa May au ministère de l'intérieur. *Of course*.

À la tête du ministère de l'intérieur entre mai 2010 et juillet 2016, la députée de Maidenhead, bastion conservateur de la banlieue bourgeoise de l'ouest de Londres, s'est fait un nom et une réputation. Elle y a aussi préparé, plus ou moins discrètement, son ascension vers le sommet du pouvoir.

Mme May n'est pas une parfaite inconnue lorsque David Cameron la nomme au sein du gouvernement de coalition qu'il forme avec les libéraux-démocrates, en mai 2010. Elle a notamment été la première femme présidente du parti conservateur de 2002 à 2004. Pour autant, sa nomination surprend. La principale intéressée elle-même n'en revient pas. Car, si May

a toujours eu de l'ambition, rien ne la prédestinait à se voir confier l'un des postes les plus lourds de responsabilités du gouvernement à ce moment-là.



Rien, si ce n'est le hasard. Cameron se voit dans l'obligation d'écarter Chris Grayling, à qui le poste était destiné. Un mois avant les élections législatives de mai 2010, *The Observer* révèle que le député chargé des questions de sécurité intérieure au sein du cabinet fantôme s'est prononcé en faveur d'une mesure discriminatoire punie par la loi. Il a en effet affirmé publiquement qu'il était du droit d'un propriétaire d'une maison d'hôtes de confession chrétienne de refuser de louer une chambre à un couple homosexuel. Dans l'impossibilité de nommer Grayling et soucieux de montrer qu'il est un chef de parti moderne, Cameron choisit à sa place Theresa May, une ancienne conseillère de la banque d'Angleterre qui a œuvré pour la promotion des femmes dans les rangs du parti.

La classe politique et la presse prédisent un bref passage à May au *Home Office*. C'est son premier poste ministériel. Elle n'est jamais que la seconde femme de l'histoire du Royaume-Uni à se voir confier les rênes de ce ministère régalién. Surtout, le *Home Office* est une machine à couper des têtes : à la moindre polémique touchant à la sécurité du pays, le ministre se voit presque systématiquement contraint de remettre sa démission.

Si le défi fait peur à Theresa May, elle ne laisse rien paraître. Très rapidement, elle s'attèle à faire baisser l'immigration, conformément à l'engagement pris par

son parti pendant la campagne législative. Quelques mois après sa nomination, elle prône la limitation des droits de séjour des étudiants étrangers arrivés au Royaume-Uni avec un visa et durcit les conditions d'obtention des visas de travail. Cela entraîne de multiples et violents accrochages avec ses collègues ministres, inquiets de l'impact de cette politique sur l'attractivité du Royaume-Uni et son économie. Mais sur la lutte contre l'immigration, comme sur les autres sujets qui lui tiennent à cœur, May refuse de céder à la pression.

Sa stratégie d'ici au 8 juin : en dire le moins possible



Tout au long de son mandat, le plus long à ce jour de l'histoire moderne du Royaume-Uni, la ministre de l'intérieur fait preuve de ténacité et d'esprit d'indépendance. En 2012, elle s'oppose à l'extradition de Gary McKinnon aux États-Unis. Le Britannique, **qui s'est introduit** dans le système informatique du Pentagone, est accusé par Washington d'être l'auteur du « *plus important piratage de tous les temps* ».

Les médecins estiment que McKinnon, qui souffre d'autisme, risque de mettre fin à ses jours s'il est emprisonné aux États-Unis. La Maison Blanche juge la justification « *risible* ». May reste droite dans ses bottes. C'est la première fois en dix ans que les autorités britanniques opposent une fin de non-recevoir à leur allié américain au sujet d'une demande d'extradition. L'administration Obama est furieuse.

Deux ans plus tard, en mai 2014, elle crée de nouveau la surprise en s'attaquant aux représentants des forces de l'ordre. Lors d'un discours prononcé devant la *Police Federation*, l'organisation qui représente les policiers britanniques, Theresa May dresse un long catalogue des scandales qui ont ébranlé la confiance des Britanniques en la police au cours des années qui ont précédé. « *S'il y a quiconque dans cette assemblée qui doute de la nécessité pour la police de se réformer, je suis là pour vous dire qu'il est grand temps de regarder la réalité en face* », prévient May.

Dans l'assistance, les policiers sont sidérés par le ton et le contenu de l'allocution de leur ministre de tutelle. Les journalistes sont tout aussi estomaqués d'entendre cet acte d'accusation implacable sortir de la bouche d'une responsable conservatrice. « *Trop inquiet d'être cloué au pilori comme étant laxistes en matière de lutte contre la criminalité, le New Labour [de Tony Blair et Gordon Brown – ndlr] avait peur de forcer un débat sur cette question. May a fait preuve de plus d'audace, comme les réformateurs de droite en sont capables* », commente à l'époque, admiratif, Martin Kettle **dans un éditorial du *Guardian***.



Le Britannique Gary McKinnon, accusé du « plus grand piratage de tous les temps », que Theresa May a refusé d'extrader aux États-Unis en 2012 © Reuters/Andrew Winning (14 décembre 2012).

Audacieuse, Theresa May l'est incontestablement. Réformatrice ? Là est la question. Le jour de sa nomination à la tête du pays, la successeure de Cameron avait axé son discours sur les inégalités qui gangrènent le Royaume-Uni. « *Actuellement, si vous êtes né pauvre, vous mourrez neuf ans avant les autres. Si vous êtes né noir, vous êtes traité plus durement que les Blancs par la justice* », avait déploré May. « *Si vous êtes issu d'une famille ouvrière ordinaire, votre vie est beaucoup plus difficile que ce qu'imaginent les gens à Westminster* », avait-elle encore ajouté.

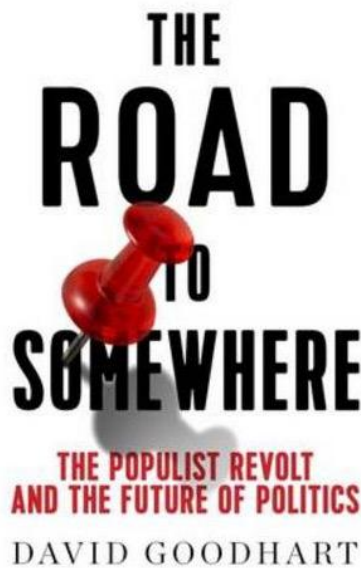
Avant de promettre : « *Le gouvernement que je vais diriger prendra en compte vos intérêts, pas ceux d'une poignée de privilégiés.* »

Dix mois plus tard, Theresa May n'a pas amendé le **programme d'austérité budgétaire** hérité de l'ère Cameron. Cette anglicane pratiquante, qui fait volontiers référence **à la compassion et aux valeurs chrétiennes dans ses allocutions aux Britanniques**, n'est même pas revenue **sur les sanctions iniques qui touchent les personnes handicapées**. Depuis le lancement de la campagne pour les législatives du 8 juin, mis à part la vague promesse de geler les tarifs du gaz et de l'électricité pour certains foyers, May n'a pas davantage dévoilé de mesures susceptibles d'améliorer le quotidien des millions de Britanniques « *qui s'en sortent tout juste* ». L'impression dominante est qu'en dépit de son aversion affichée pour les injustices, May est surtout déterminée à revenir à un conservatisme plus traditionnel. La création de nouvelles écoles sélectives, promise par la première ministre, est emblématique de cette tentation d'un retour vers le passé.

Ces fameuses *grammar schools* dont May fait l'apologie sont censées avoir permis à plusieurs générations de bons élèves issus de milieux modestes de s'élever socialement. La première ministre a elle-même fréquenté l'une de ces écoles, où l'admission est conditionnée à la réussite d'un concours. Son éminence grise, Nick Timothy, qui milite ardemment pour la réhabilitation de ces *grammar schools*, est lui aussi persuadé qu'il doit sa réussite à la formation reçue dans l'un de ces établissements élitistes. Fils d'un ouvrier sidérurgiste et d'une auxiliaire d'éducation de Birmingham, Timothy, 37 ans, a été le premier membre de sa famille à étudier à l'université. En se faisant la championne des *grammar schools*, combattues par le Labour, Theresa May a envoyé un signal fort à l'électorat de droite, selon Anthony Ridge-Newman. « *Les grammar schools dispensent la même éducation que les écoles privées [hors de portée de la très grande majorité des Britanniques – ndlr]. Elles ont été pendant très longtemps au cœur du programme du parti conservateur* »,

précise ce spécialiste du parti conservateur, maître de conférences à l'université de Glasgow. Ces dernières années, le UK Independence Party (UKIP) s'était emparé de cette cause chère à une partie de la classe moyenne britannique et délaissée par David Cameron.

En reprenant le flambeau de l'éducation élitiste, May entend repositionner le parti conservateur davantage à droite sur l'échelle des valeurs. **Sa détermination à contrôler l'immigration en provenance du continent**, au nom du respect de la souveraineté nationale, émane de ce même dessein politique. En bref, dans la bataille censée opposer les citoyens de « *quelque part* » à ceux de « *nulle part* », May affirme s'être rangée du côté des premiers. « *Si vous pensez être un citoyen du monde, vous êtes un citoyen de nulle part* », avait-elle lancé à l'adresse de l'élite libérale britannique en octobre dernier lors de son discours face au parti conservateur.



Le journaliste David Goodhart, auteur de *The Road to Somewhere, the populist revolt and the future of politics* (*La Route vers quelque part, la révolte*

populiste et l'avenir de la politique, paru le 23 mars – voir ci-contre) juge que l'inflexion prise par May est la bienvenue. « *Son projet politique est conçu pour accorder plus de place à la tribu de ceux qui revendiquent un ancrage géographique et demandent à être davantage valorisés* », estime M. Goodhart. Avant d'ajouter : « *Même si, pour l'instant, cela reste de l'ordre du discours.* »

Paradoxalement, la campagne des législatives n'a pour l'instant pas permis d'en apprendre davantage sur le programme politique que Theresa May entend appliquer au cours des cinq prochaines années. Crédité d'une très large avance sur les travaillistes dans les sondages, la cheffe de file des conservateurs avance masquée. Armée d'un seul slogan, « *un leadership stable et fort* », elle fuit la presse et les électeurs. « *Il faut faire la chasse aux indices pour comprendre ce qu'il se passe. Lecteurs, je crois que j'ai trouvé : il ne se passe rien* », ironise **Philip Collins dans le Times**. « *Vous n'acceptez aucune question et n'apportez aucune réponse* », fulmine le journaliste à l'adresse de Mme May.

À Downing Street, la stratégie électorale de la première ministre semble diviser les communicants. Vendredi dernier, l'attachée de presse de Theresa May, Lizzie Loudon, a remis sa démission. Trois jours plus tard, la directrice de la communication du ministre des finances a tourné à son tour les talons. La cheffe de file des conservateurs osera-t-elle jouer à la reine du silence pendant encore un mois et demi ? La première ministre compte sur l'impopularité de Jeremy Corbyn, le leader du parti travailliste, pour remporter une victoire d'une ampleur historique le 8 juin prochain. Après cela, il faudra bien négocier le Brexit. Et garder le silence ne sera pas une option.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.